

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

16 AU 22 MARS 1995

N° 991

10,00 F

## ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE L'ARBRE EFFEUILLÉ EST L'AMANT DES CYCLONES

**R**APPELEZ-VOUS, ça a commencé par la fin. On vous a expliqué en long, en large et en travers que l'Edouard était assuré de gagner haut la main le grand prix de l'Arc-de-l'Elysée. Tous les sondages l'affirmaient. Et sa suffisance engraissée en était toute humide.

Mais à commencer par la fin, on tue forcément le suspense. Et surtout le spectacle.

Alors comme une empoignade molle entre deux amis de trente ans risquait d'endormir une moitié du populo et de désintéresser carrément l'autre, et comme ce pauvre PS était vraiment au plus bas de la déconfiture, on a monté de toute pièce l'opération Monsieur Homme providentiel relooké catho d'gauche-sœur Sourire européen. Et de coups d'pub en shows télévisuels, la lessive Delors s'est peu à peu mise à laver aussi blanc que la poudre Balladur. Le spectacle avait repris ses droits. L'émotion était au rendez-vous. Jusqu'à ce que... ! Jusqu'à ce que le nouveau roi des sondages renonce à régner. Incroyable ! Tout était à refaire. Mais que faire ? Puisque tout était de nouveau joué d'avance. Pas simple ! Le cœur n'y était plus. Les petits et les grands sauciers avaient beau se dépenser sans compter : une louche de sordide sur le divorce des amis de trente ans, avec Fernandel dans le rôle

(suite p. 2)

**« AU SECOURS ! »**  
La situation  
des femmes  
dans le monde  
P. 8

T 2137 - 991 - 10,00 F



Dessin d'après Steinlen  
in *Infos et analyses libertaires*,  
n° 39, mars 1995.



**MARTINIQUE :**  
LA GRÈVE  
DES BANQUES  
« CARNAVAL EN  
ROUGE ET NOIR »  
P. 4

Souscrivez à hauteur  
de 400 000 F  
pour un local commun  
le Monde libertaire/  
Radio Libertaire  
(chèque à l'ordre  
de DMC)

APRÈS L'ASSASSINAT D'IBRAHIM ALI A MARSEILLE

### Contre le Front national contre les lois sécuritaires et racistes 3 000 personnes ripostent à Lyon

**L'**ASSASSINAT, mardi 21 février, d'Ibrahim Ali, lycéen de 17 ans d'origine comorienne, d'une balle dans le dos par des militants du FN, a provoqué à travers la France de nombreux mouvements d'indignation et de contestation.

Ce meurtre n'a rien d'une « bavure », d'un dérapage de « mauvais militants », c'est simplement la conséquence logique de la haine raciste et xénophobe qui est distillée quotidiennement par le FN.

Si, après avoir cherché à faire preuve de respectabilité, avoir cherché à être reconnu parmi le monde politique, le FN se permet aujourd'hui d'aller au bout de ses idées dans ses actes et discours (cf. le soutien total de Bruno Mégret envers ses militants, parlant de « légitime défense »), c'est que depuis des années un climat raciste et sécuritaire se développe en France. Un climat se nourrissant de mesures concrètes comme les lois Pasqua sur la sécurité et l'immigration, les expul-

sions, la chasse aux immigrés clandestins, le nouveau code de la nationalité... De plus, avec les événements algériens, l'Etat français a trouvé de nouveaux prétextes pour mener à bien ses opérations d'envergure contre la population immigrée et en premier lieu celle d'origine maghrébine, en présentant chaque Arabe comme un musulman, et chaque musulman comme un terroriste islamique potentiel.

Ce discours officiel, soutenu par les médias, a permis à l'Etat de lancer une grande campagne « anti-islamiste », qui est passée par les contrôles au faciès de milliers de personnes cet été, qui est passée par l'exclusion du système scolaire de plus d'une centaine de jeunes musulmanes, sous couvert de défense d'une pseudo-laïcité et qui a abouti à l'expulsion de dizaines de personnes accusées d'islamisme. Dans une période où les luttes sociales se font de plus en plus revendicatives et où le pouvoir est sur ses gardes après le

mouvement anti-CIP, l'Etat français souhaite ainsi détourner le mécontentement social et diviser les opprimés. Pour atteindre cet objectif, il n'hésite pas à favoriser le développement du racisme en désignant les immigrés et leurs enfants comme étant une communauté hostile qu'il est nécessaire de surveiller.

Dans ce contexte, le meurtre d'Ibrahim Ali est beaucoup plus révélateur du climat réactionnaire et autoritaire que l'Etat français fait régner dans notre société que de la simple nature du FN, dénoncée depuis longtemps par tous ceux qui luttent pour un autre futur.

C'est autour de cet axe, contre le FN et contre les lois sécuritaires et anti-immigrés que nous voulions organiser la riposte à Lyon. Dans cette perspective, une réunion unitaire fut convoquée pour le vendredi 24 février à La Plume Noire, la librairie de la Fédération anarchiste sur Lyon.

(suite p. 3)

**P**ARUTIONS

**BULLETIN**

Le n° 16 du bulletin *Brisons nos chaînes*, édité par le Réseau pour l'abolition de la télévision (RAT) (animé par un militant de la FA), vient de paraître. On peut se le procurer à la librairie du Monde Libertaire au prix de 10 F.

**BROCHURE**

Les éditions Décembre du groupe Nestor-Makhno de la FA (groupe de Saint-Etienne) viennent de publier une brochure intitulée *Du fascisme au post-fascisme. Mythes et réalités de la menace fasciste, éléments d'analyse*. 30 pages. Format B5. Prix : 20 F (frais de port inclus). En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

**EN VUE**

**DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 95, DIFFUSEZ NOTRE « 4 PAGES » ANTI-ÉLECTORALISTE FAIT DE PROPOSITIONS ANARCHISTES POUR CHANGER LA SOCIÉTÉ**  
 10 exemplaires : 10 F  
 25 exemplaires : 20 F  
 50 exemplaires : 32 F (port payé).  
 À commander à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Chèque à l'ordre de PUBLICO.

# L'arbre effeuillé est l'amant des cyclones

(suite de la « une »)

de l'arroseur arrosé, et Monsieur « Il faut faire des sacrifices » dans celui d'oncle Picsou ; une cuillerée à soupe de pitoyable sur le divorce des ennemis de toujours du PS, avec Croquignol Jospin, Ribouldingue Emmanuelli et Filochard Lang dans un mauvais *remake* des Pieds-Nickelés et dans le meurtre du père ; une cuillerée à café de ridicule sur les billevesées barriste et giscardienne... Difficile de tenir le spectateur en haleine avec des scénarios d'un tel tonneau. Surtout que sœur Arlette commence à fatiguer, que les « zécolos » sont à pleurer, que le vicomte en a passablement marre, que le facho tourne au ramollo (même plus capable de décalquer les « zarabes » et obligé de se rabattre sur un pauvre zig de Comorien), que le coco... est que moyennement rigolo...

Bref, il convenait de réagir avant que le spectateur s'endorme et que le consommateur boude l'urne. Et le grand prêtre Sondage fut une nouvelle fois chargé de nous réveiller un encéphalogramme qui commençait à devenir par trop plat.

Le scénario fut donc réécrit. Changement de l'épilogue. Désormais, c'est Chirac qui l'emporte. Et Ballamou rame côte à côte avec le pain de jouter socialo. Paraîtrait même, qu'au deuxième tour, ça s'rait un match Chirac-Jospin. Si, un tel scénario, ça n'incite pas le

blaireau d'gauche à venir faire son devoir civique, c'est à y perdre son latin. Son latin ! Tu parles.

Rarement élection aura été aussi déshabillée, aussi nue, aussi cynique. Non seulement, on nous prend pour des cons en expliquant tout ce qui va arriver, sous-entendu « laisse tomber, c'est déjà joué », en nous changeant les réponses en cours de jeu (tu t'fais un plan foireux, du genre dans ta boîte, et c'est poubelle séance tenante), mais,

nous qui expliquons, depuis toujours, que si les élections (ce type d'élections) pouvaient changer quelque chose, cela se saurait, et elles seraient interdites. Mais il n'est pas sûr qu'il faille se réjouir de ce désaveu de la politique et de la classe politique, qui va se traduire par un fort taux d'abstention.

Qu'on ne s'y trompe pas, en effet, le système capitaliste et la démocratie bourgeoise ont traversé le vingtième siècle en surfant sur trois vagues : celle

le groin des porcs nationalistes, religieux et fascistes fouille chaque jour davantage le terreau de la pourriture.

De cette élection, il ne faudra, par exemple, pas oublier que si Le Pen tourne à une dizaine de pour cent et si de Villiers en fait de même, ça va nous mettre les fachos à près d'un quart de l'électorat.

Un non imbécile politique comme Seguin ne s'y est pas trompé puisqu'il appelle d'ores et déjà à un front républicain, rassemblant gaullistes, socialistes et démocrates-chrétiens.

Les non imbéciles, que nous devrions être, serions donc avisés de laisser aux vestiaires nos querelles tribales, notre fascination pour la « théologie », notre amour invétéré pour le coupage de poils de cul en quatre... pour nous atteler à construire une machine de guerre sociale un tantinet efficace et attractive.

L'arbre social de cette fin de siècle s'effeuille chaque jour un peu plus, et nul doute qu'il va se jouer le grand amour avec les cyclones. Et les cyclones, il y en a toujours eu de deux sortes. « *Socialisme ou barbarie* », disait-on jadis.

On ne va pas retarder à le dire, et cette fois-ci nous n'aurons pas l'explication stalinienne à avancer, si nous loupions le train de l'histoire. ♦

JEAN-MARC RAYNAUD  
(gr. Bakounine - île d'Oléron)

## « ...les ascenseurs sociaux sont en panne, la maison République se ghettoïse... »

de plus, *exit* les bla-bla sur la politique, la patrie, la grandeur de la France, l'Europe, le monde... tous ces enfoirés s'avancent à visage découvert. Le traître goitreux qui compte ses biftons en public ; l'ancien traître poulidorien qui s'déguise en mao populo ; la voix du vieux qui envisage de taxer (modérément, cela va sans dire) un capital qu'il n'a eu de cesse d'arroser de plus values pendant deux septennats... tous sont prêts à tout, c'est-à-dire à ne rien faire, pour aller à la soupe-pouvoir. Au moins, du temps de Jaurès et du Général, allumait-on des braseros à l'horizon de l'espoir et parlait-on en alexandrins. Tandis qu'aujourd'hui... !

Bien évidemment de tels films de série B sont du pain béni pour

d'une relative prospérité des classes moyennes ; celle de l'existence d'ascenseurs sociaux dans la grande maison République et celle de la domestication du mouvement ouvrier par le monstre froid stalinien. Or, aujourd'hui, ces vagues sont devenues des vaguelettes. Les classes moyennes se ratatinent et se précarisent sous les coups de la crise actuelle qui n'est que la énième forme d'une nouvelle division du travail à l'échelle internationale, les ascenseurs sociaux sont en panne, la maison République se ghettoïse et le mouvement ouvrier est en plein désarroi, après avoir perdu ses maîtres.

Résultat : en parallèle avec une fracture sociale, une décomposition avancée du champ politique,

**libertaire**

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

**Bulletin d'abonnement**

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).  
 Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
 Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

**TOULON**  
 Suite aux inculpations liées aux violences policières de la manifestation antifasciste du 21 janvier (cf. ML n° 985), Stéphane, militant du groupe Nada de la Fédération anarchiste a été relaxé lors de son procès.

Les militants de la FA toulonnaise remercient celles et ceux qui ont manifesté leur soutien... Ils vous informeront plus amplement lorsque tous les procès auront eu lieu.

Il est à noter, cependant, que lors d'un précédent procès, un manifestant, jugé sur ses antécédents, a pris quatre mois avec sursis et deux ans de mise à l'épreuve.

JEFF  
(groupe Nada)

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication :  
André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
 Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — La Vigie  
 Diffusion SAEM  
 Transport Presse

**SOIRÉE CIRC AU NEW-MOON**  
 INFOS ET ANIMATIONS  
 60 F

A PARTIR DE 16H00

**LE DIMANCHE 19 MARS 95**  
 NEW MOON 66 RUE PIGALLE 4 016 94 25

# Contre le Front national contre les lois sécuritaires et racistes 3 000 personnes ripostent à Lyon

(suite de la « une »)

Boycottée par les dinosaures, comme SOS-Racisme, qui, voyant l'initiative leur échapper, appelaient à une manifestation pour le lendemain, le samedi 25... un collectif se constituait le vendredi à ladite Plume Noire autour de la mouvance libertaire (FA, CNT, OCL, CLCS), de la communauté kurde, du Comité de défense des étudiants étrangers et d'organisations d'extrême gauche, afin d'appeler à une manifestation pour le mercredi 1<sup>er</sup> mars, sur la place Bellecour, lieu symbolique de la lutte anti-CIP. Il est à noter que la CGT s'était déplacée chez les anars pour cette réunion, mais que les représentants de ladite CGT souhaitaient réfléchir avant de s'engager.

Le lendemain, 300 personnes, essentiellement issues de la communauté comorienne, se rassemblaient autour de SOS-Racisme pour une manifestation bien molle, qui ne présentait qu'un caractère d'indignation.

De notre côté, le temps nous était compté pour relever le défi et impulser une autre dynamique que celle des sociaux-démocrates. En quatre jours, 25 000 tracts furent distribués sur les marchés et de nombreux lycées et 1 500 affiches furent collées. Dès le lundi, sentant que quelque chose se passait, l'UNEF et l'UNEF-ID rejoignaient le

collectif. La veille de la manifestation, finalement, la Jeunesse communiste, le PC et l'Union des étudiants communistes téléphonaient à La Plume Noire pour annoncer qu'ils soutenaient le mouvement.

Le jour J, ce sont près de 3 000 personnes qui se sont rassemblées, à 17 h, derrière la banderole unitaire « Contre le FN, contre les lois racistes et sécuritaires... ripostons ! » où seules la Fédération anarchiste et la CNT apparaissaient en cortèges spécifiques.

Cette manifestation, qui foula le pavé lyonnais durant plus d'une heure trente, fut une véritable réussite où aucun incident n'eut lieu — contrairement aux aboiements des sociaux-démocrates, qui annonçaient que les anarchistes allaient livrer la ville à la casse et au pillage) et elle fit montre d'une véritable force et de protestation collective contre le FN et, plus largement, contre la société repressive et sécuritaire de type « Big Brother », qui se met en place.

On pouvait rencontrer, dans cette manifestations, de nombreux militants ou sympathisants du mouvement anarchiste, des militants révolutionnaires et antifascistes d'autres traditions et surtout de nombreux jeunes des banlieues et une grande part de la jeunesse qui

était descendue, l'an dernier, dans la rue contre le CIP et qui avait déjà, à Lyon, montré sa détermination et son caractère radical.

Nul doute que cette jeunesse a trouvé dans cette manifestation un cadre beaucoup plus adapté pour exprimer sa révolte contre cette société d'oppression et d'exploitation que dans les grandes messes antiracistes pré-électorales des organisations traditionnelles.

Avec cette manifestation et tout le travail de mobilisation que cela a nécessité, nous avons montré que les anarchistes étaient capables d'impulser leur propre dynamique, d'avoir leur propre pratique sans être à la remorque d'une gauche qui est désespérément en quête d'une recomposition.

A la vue du mouvement social d'aujourd'hui, nous n'avons aucun complexe à avoir nos propres structures et outils afin de diffuser nos idées et pratiques pour recomposer un mouvement social sur des bases libertaires et en finir avec les illusions de gauche.

La route est certainement encore longue mais nous savons que c'est au travers de nos idées et pratiques que la révolte deviendra révolution. Sur Lyon, cette manifestation est un pas de plus dans cette direction. ♦

DAVID  
(gr. Durruti - Lyon)

## Associations

### PARIS : RÉUNION CNT-AIT « POUR EN FINIR AVEC LES INÉGALITÉS »

Le vendredi 17 mars, à 20 h, au 33, rue des Vignoles (M<sup>o</sup> Avron ou Buzenval), 75020 Paris, la CNT-AIT organise, avec Alain Bihl et Roland Pfefferkorn, une conférence-débat sur le thème : « Pour en finir avec les inégalités ».

### LILLE : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA CNT (RAPPEL)

Une AG inter-professionnelle de la CNT se déroulera le samedi 18 mars, à 14 h 30, au Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>o</sup> Fives), à Lille. Tél. : 20.47.62.65.

### PARIS : FÊTE CÉNÉTISTE AUX VIGNOLES

Une fête de soutien aux activités de la Fédération Santé-Social-Education (CNT) aura lieu le dimanche 19 mars, à partir de 13 h, au 33, rue des Vignoles, 75020 Paris. Au programme : repas italien ; spectacle de Marie-Claire Calmus. Participation aux frais : 60 F. Réservations au : 43.72.09.54.

### PARIS : RÉUNION DU COLLECTIF GUATEMALA

Le dimanche 18 mars, de 15 h à 21 h, à l'école Sainte-Barbe, 4, rue Valette (M<sup>o</sup> Maubert-Mutualité), 75005 Paris, se tiendra une réunion, organisée par le Collectif Guatemala, intitulée : « Droits de l'Homme et droits des peuples autochtones, un exemple : le Guatemala ».

Au programme : *La Mémoire du vent*, un film de Félix Zurita (55 minutes) ; présentation par le collectif de son action au Guatemala et en France pour 1995 ; table

ronde avec José Morales (intellectuel maya quiché), Antoine Garapon (directeur de l'École de la Magistrature, expert indépendant sur les droits de l'Homme), Jesus Garcia Ruiz (ethnologue, directeur de recherche au CNRS), l'Apache Bobby Castillo (membre de l'American Indian Movement, porte-parol international de Leonard Peltier) et le Mapuche chilien Aucan Huilcaman (représentant international du Conseil de toutes les terres). Entrée gratuite.

Collectif Guatemala, 17, rue de l'Avre, 75015 Paris. Tél. : 45.78.05.64.

### FONTENAY-SOUS-BOIS : GALA DE SOUTIEN A L'ASSOCIATION « RÉCRÉATION »

Un gala de soutien à « Récréation » sera organisé le samedi 1<sup>er</sup> avril à la Maison pour tous de Fontenay-sous-Bois, avec : Stompin'Crawfish (musique cajun de Louisiane), Marc Robine, Marie-Josée Vilar, Sabine Viret, François Robert, Yves Uzureau, Michel Miramont, Jean Piero, Chantal Grimm et encore d'autres artistes. Entrée : 30 et 50 F. Réservations à la Maison pour tous, 26, rue Gérard-Philippe, 94120 Fontenay-sous-Bois. Tél. : 48.75.05.21.

### BEAUVAIS/RETHONDES : TRACT DU SCALP DE L'OISE CONTRE LE FN

Le groupe du SCALP de Beauvais/Rethondes vient d'éditer un tract appelant au décollage des affiches du Front national, « Contre le FN, pas de quartier dans nos quartiers ». Si vous souhaitez contacter le SCALP de l'Oise ou simplement reprendre les propos de son tract, écrivez à la CNT-Oise, 7, rue G.-Bernard, 60153 Rethondes, qui transmettra.

## RENDEZ-VOUS

### BORDEAUX

Le groupe Emma-Goldman de la FA vous attend chaque samedi, de 15 h à 17 h, au 7, rue du Muguet. Possibilité de débattre au sujet des SDF, d'AC !, des lois Pasqua avec le Comité antifasciste, des commandos anti-IVG, de la vallée d'Aspe, d'une éducation libertaire avec l'école autogérée Jacques-Prévert...

### CARCASSONNE

Pour rejoindre la FA sur Carcassonne et sa région, contactez Alain Votier, 2, rue des Puits, 11250 Leuc ou Olivier Clastres, 91, avenue des Corbières, 11700 Douzens.

### SUD-OUEST : MEETINGS ANTI-ÉLECTORAUX DE LA FA

- FOIX, samedi 25 mars, 15 h 30, salle de la mairie.
- TOULOUSE, samedi 1<sup>er</sup> avril, 14 h, au cinéma Rex, avec projection du film *L'Albatros* de Jean-Pierre Mocky.
- CARCASSONNE, vendredi 7 avril, 20 h 30 (salle à préciser).

### SAINT-OUEN (SEINE-SAINT-DENIS) : INTERDISONS LES EXPULSIONS

Une famille risque d'être mise à la rue par un propriétaire qui, ayant acheté la quasi totalité des appartements d'un immeuble vétuste pour une somme dérisoire, spéculait au détriment du droit au logement.

Depuis 1990, Monsieur Sacko habite au 5, rue Pasteur à Saint-Ouen, avec sa famille, dont un nouveau-né, en qualité de locataire. Le nouveau propriétaire, Monsieur Benhamou, lui a proposé un nouveau loyer de 3 800 F par mois.

Monsieur Sacko était d'accord pour une augmentation de loyer, bien que trouvant celle-ci excessive compte tenu de l'état insalubre de l'immeuble. Le propriétaire prétendait conserver Monsieur Sacko comme locataire. Au dernier moment, nous apprenons son revirement : il exige l'expulsion de Monsieur Sacko par voie judiciaire.

Le propriétaire espère avoir concocté, à moindres frais, une avantageuse opération immobilière, sans aucun souci de la situation et des difficultés des familles présentes dans l'immeuble.

A l'heure où des milliers de personnes sont confrontées à de graves problèmes de logement, on ne peut laisser un propriétaire se débarrasser de ses locataires comme bon lui semble.

Monsieur Sacko travaille, sa famille est parfaitement intégrée dans le quartier. Il ne demande qu'à s'acquitter normalement de son loyer. ♦

Le Comité de soutien à la famille Sacko  
(7, rue Pasteur, 93400 Saint-Ouen)

### PARIS : LES FLICS JOUENT LES COW-BOYS A LA DIRECTION RÉGIONALE DE L'EQUIPEMENT ILE-DE-FRANCE

Le mardi 7 mars, à 16 h 45, trois policiers en civil ont fait irruption dans les locaux de la rue Miollis. En présentant une simple carte d'identité au gardien et sans prévenir quiconque, ils ont perquisitionné le bureau d'un employé et l'ont emmené menottes aux poignets. Cette perquisition s'est opérée avec brutalité, sans aucun respect pour la personne et les biens (bureau dévasté, provocations diverses...)

Conduit au commissariat, l'agent de la DREIF a été libéré deux heures plus tard. Toute cette démonstration de force n'avait visiblement pour objet que d'exercer sur lui une pression visant à lui extorquer des renseignements sur une de ses connaissances (« Si tu refuses de nous répondre, nous t'embarquons avec les menottes pour t'humilier devant tes collègues »).

De tels procédés sont malheureusement l'aboutissement « naturel » des lois sécuritaires instituées par Pasqua et le gouvernement Balladur, à l'encontre d'un agent d'origine africaine ; ils sont évidemment intolérables et constituent un abus de pouvoir.

Les syndicats CFTD, CGT et FO ont demandé au directeur de la DREIF une entrevue, ceci pour l'inviter à protester contre de tels agissements à l'intérieur des locaux dont il a la charge. ♦

Information d'après un tract des syndicats CFTD, CGT et FO

### PARIS : MANIFESTATION CONTRE LES ANTI-IVG

Ah Marie, si tu avais connu l'avortement... nous ne serions pas là, le samedi 11 mars, en matinée, à crier dans la rue, pour la troisième fois, depuis janvier. En effet, une centaine de militantes et militants font face à la clinique Ordener et surtout face à une dizaine de « fous de Dieu ».

Cantiques divins contre slogans de circonstance, du genre : « A Paris comme à Alger, non à l'intégrisme ». Dans le quartier de la Goutte-d'Or, cela s'imposait. Ce fut une mobilisation réussie, pour une raison simple : l'information a circulé rapidement. Le réseau téléphonique des mouvements de femmes (CADAC, Planning familial...) et Radio Libertaire ont relayé, dès le vendredi 10 mars, au soir, la nouvelle d'une action intégriste. Mais ce fut aussi grâce au « Collectif de vigilance, de solidarité et d'entraide » du 18<sup>e</sup> arrondissement, qui regroupa la plupart des organisations luttant contre le racisme, le sexisme, la répression policière permanente dans notre arrondissement. Depuis le début de l'année, ces organisations ont mis en place un réseau permanent d'intervention. Nous savons toutes et tous que la rapidité d'intervention est, dans bien des cas (expulsion, arrestation...), la seule réponse efficace à l'arbitraire.

Un lâché de « capotes » et quelques frictions avec la police ont clos cette matinée. ♦

WALLY (gr. Louise-Michel - Paris)

GRÈVE DES BANQUES EN MARTINIQUE

# Un carnaval en rouge et noir

DEPUIS LE 18 JANVIER dernier, la quasi totalité des banques martiniquaises observe un mouvement de grève. Ce conflit est marqué par deux principales revendications, l'une sur le salaire, l'autre sur le refus de la baisse du pouvoir d'achat induite par les augmentations des prélèvements sociaux (CSG...). 1 500 à 2 000 personnes (d'après le quotidien *France-Antilles*) ont manifesté jeudi 23 février à Fort-de-France à l'appel d'une intersyndicale des centrales de l'île. Neuf syndicats de salariés ont lancé un mot d'ordre de grève générale de vingt-quatre heures dans les secteurs publics et privés. Ils entendent soutenir les grévistes de la banque et obtenir la réouverture des négociations des conventions collectives par branches d'activités.

## Où en sommes-nous actuellement ?

Il y a une telle détermination face au refus des banques de payer que les autorités locales paniquent à l'approche du carnaval. Dans une société où il y a plus de 40 000 chômeurs, une ambiance carnavalesque avec des personnes dansant ensemble dans les rues, hurlant et chantant... imaginez un peu ! Cela ne peut-il pas dégénérer à l'apparition du moindre uniforme ?

Face à cette situation, les élus de la Commission permanente du Conseil général de l'île appellent les représentants de l'AFB (des banques) à revenir de toute urgence à la table de négociations. « *Ce dialogue doit se dérouler dans le strict respect de toutes les parties en présence et plus particulièrement le respect de la dignité des personnes.* »



Un représentant de l'Intersyndicale en appelle au calme. Photo France-Antilles.

Je rêve ! A cela, le président du comité local des banques répond ; et j'en pleure d'avance !

« *Lors de la réunion du 13 au 14 février dernier qui a duré 15 heures, la délégation patronale a été durement atteinte dans sa dignité. Elle a été insultée, menacée et a dû sortir sous la protection de la police...* » [...] « *Le contexte de crise ne nous permet pas d'aller au-delà des avancées très importantes que nous avons faites...* » 19 F par personne ! Face à cela, Camille Darsières (secrétaire général du Parti progressiste martiniquais) joue Zorro dans *France-Antilles* en

nous expliquant ce qu'est un bon gréviste !

« *Le gréviste n'est plus un travailleur agressif. Il peut mettre de la rigueur à revendiquer. Mais il a le double souci : faire avancer ses doléances et ne pas en faire souffrir sa famille par une perte trop longue de salaires.* »

M. Darsières, vous venez de franchir le mur de la honte. Vous oubliez trop vite que la Région n'a pas payé un grand nombre d'entreprises du bâtiment, lesquelles en coulant corps et biens ont laissé d'importantes créances impayées dans les banques de la place. Qui gère la Région ? Sinon M. Darsières, son parti le PPM !

Cette ardoise laissée par les entreprises martiniquaises n'est-elle pas une des causes de ce conflit ?

## La révolution aura-t-elle lieu à Fort-de-France ?

Habituellement, aux Antilles, face à tout mouvement social de grande envergure l'Etat répond par les armes.

Ainsi, le carnaval 94 s'est mal terminé. Le 16 février 1994, les jeunes cassent des commerces ; incendient des voitures. La police et la gendarmerie quadrillent la ville. Ce soir-là, un jeune est blessé par balles. Il s'agit de François-Xavier Dongar. Après enquête de l'IGPN, nous apprenons qu'un policier possède une boîte de cartouches non réglementées ; qu'un autre en a trois supplémentaires (dotation de douze cartouches pour tous). Les policiers achètent-ils des cartouches dans le

civil pour, en cas de bavure, brouiller les pistes ?

Le rapport d'Amnesty International, publié le 12 octobre 1994, dénonce la persistance de mauvais traitements, coups de feu et homicide de la part d'agents de la force publique française. Amnesty International a fait des recommandations détaillées à notre gouvernement afin « *d'empêcher que des personnes soient blessées, tuées ou maltraitées par la police au mépris de la loi.* »

La Métropole est terriblement gênée actuellement. Elle doit, en outre, compter sur un troisième pôle face à ce conflit, Bruxelles.

Ainsi, après une période de flottement, les services de la Caisse d'allocations familiales (CAF) ont étrangement pu verser leurs prestations à 60 000 des 68 000 allocataires (RMIstes, adultes handicapés...). Les fonctionnaires ont été invités à retirer un chèque de 3 000 F auprès du Trésor, alors que les clients des banques en grève ont exprimé leur crainte, après avoir reçu des relevés faisant ressortir des débits et des agios alors que leur salaire n'avait pas été crédité du fait de la grève !

Faut-il croire Kali (chanteur martiniquais) qui dit, dans un de ses textes : « *Ici, les seuls révolutionnaires sont fonctionnaires* » !... Alors la révolution aux Antilles ?

Si nous ne posons pas le problème de l'égalité économique à gestion libertaire nous ne sortirons pas du cycle infernal qui amène les révolutions et les morts pour rien, pour une simple variation du système de classes. Nous ne croyons pas que les mouvements nationalistes puissent aboutir à une révolution authentique. Leur caractère nationaliste permet à la bourgeoisie locale « *Bounty* » (noir dehors, blanc dedans) de se réclamer d'eux, et le moment venu ils confisqueront le pouvoir.

Je vous renvoie à l'excellent article de Michel Bonin paru dans la revue du groupe Louise-Michel de la FA, *la Rue* n° 12 (4<sup>e</sup> trimestre 1971. 6 F), « *Antilles, Révolution impossible ?* », qui avait prévu l'intervention américaine aux Antilles.

Il faut fédérer ces îles et il importe aux révolutionnaires de se dégager des idéologies héritées de la colonisation pour poser correctement les problèmes et coordonner leurs actions à travers les différentes îles.

Quant à nous, à des milliers de kilomètres de là, nous devons lutter contre la conspiration du silence ; protester contre la répression dont sont frappés les Antillais au même titre que les Français, Espagnols, Algériens... Il ne faut pas que le mouvement révolutionnaire ait, lui aussi, ses Nègres ! ♦ CORINE (gr. Louise-Michel - Paris)

PRESSE

## « Le Quotidien de Paris »

L'angle de la rue du Bac et de la rue de Varenne à Paris, dans le quartier des ministères, n'est pas le meilleur endroit pour faire une manifestation de grande envergure. Ça bloquait tout juste l'accès à cette rue cosquée du 7<sup>e</sup> arrondissement où Nicolas Sarkozy recevait les responsables du Comité Inter. du Livre parisien, la semaine dernière. Entendez par là que le bras droit de Balladur prenait langue avec les syndicats parisiens du Livre CGT.

Pendant que la base (un peu plus d'une centaine de militants) battait la semelle face aux forces de l'ordre que n'égayaient pas les rayons du soleil printanier. Tout cela pour quoi ? Pour pas grand chose ; le petit télégraphiste de Matignon a déclaré que tout allait bien, qu'on ne toucherait pas au statut des NMPP, c'est tout juste s'il n'a pas dit qu'avec Balladur, la France aurait à nouveau vocation graphique !

Ce qu'il a dit avec plus de clarté, c'est que le « problème » du *Quotidien de Paris* devait être réglé dans la profession et que les pouvoirs publics n'entendaient pas intervenir. Résumons les faits. Après la fermeture du journal, le licenciement des journalistes et ouvriers, le tribunal de commerce a attribué la possession du titre à un nommé Miguet. Celui-ci, tristement célèbre rue du Croissant (où il a laissé une ardoise de plusieurs dizaines de millions de francs à l'Imprimerie de la Presse...), déclare ostensiblement qu'il veut échapper au « *carcan stalinien* » des ouvriers du Livre. D'un autre côté, dans les couloirs du Syndicat de la presse parisienne, on laisse entendre aux représentants des syndicats ouvriers qu'il serait bien vu « *qu'ils ne laissent pas faire ça* » ! Avant l'élection présidentielle, une petite provocation pour que l'image du « *Rouge, le couteau entre les dents* » soit à la « *une* » serait peut-être du plus bel effet. Entre temps, *le Quotidien de Paris*, vu son contenu et sa diffusion aura rendu l'âme. A qui profiterait le crime ? ♦

SITTING BULL

## A LA PETITE SEMAINE

### Sur le mode boursier

Malgré une petite agitation afghane tempérée par la bonne nouvelle venue de Tchétchénie, qui connaît la traditionnelle accalmie d'après-massacres, l'ONU, la célèbre Bourse des valeurs humaines, vient de traverser une semaine plutôt calme, parfois troublée sur le front des valeurs vedettes, mais sans grande conséquence puisque le Bosniaque se maintient à un bon niveau tandis que le Somalien continue de chuter comme prévu et que le Rwandais n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Toujours sur le marché des droits de l'homme, très en vogue depuis quelque temps, les experts ont noté que le Cubain vient de connaître une nouvelle baisse, obligeant La Havane à réagir, tandis que le Chinois, sur lequel nombre d'investisseurs fondent beaucoup d'espoirs mais qui ont craint un moment que sa bonne tenue depuis Tien An Men connaisse un léger fléchissement, s'est bien ressaisi et poursuit un redressement spectaculaire.

D'après les analyses, nous ne devrions pas assister à de grands changements dans les semaines à venir, même si une certaine tendance à la déprime, déjà constatée lors des séances précédentes, s'est accentuée brutalement dans les cachots de Pékin. dans l'ensemble, un certain optimisme reste donc de rigueur. *Business is business* ! ♦

FLORÉAL

PARIS  
RADIO LIBERTAIRE (89.4)  
« Les Chroniques syndicales »  
samedi 18 mars  
de 11 h 30 à 12 h 30  
ALAIN BIHR  
présentera son livre  
*Déchiffrer les inégalités*  
(écrit avec R. Pfefferkorn)  
éditions Syros  
coll. Alternatives économiques

ETATS-UNIS

# Républicains et démocrates : les deux facettes du populo-conservatisme

Voilà déjà quelque temps que le « rêve américain » ne fait plus guère illusion. Derek Columbus enfonce le clou en nous faisant un petit topo sur la situation actuelle, après la victoire des républicains sur les démocrates, lors des consultations qui se sont déroulées fin 1994.

Clinton à la Maison-Blanche, les républicains au Parlement... le populo-conservatisme de l'un répond à celui des autres. Un seul objectif : flatter la bourgeoisie, par l'adoption de mesures antisociales. En première ligne : la santé.

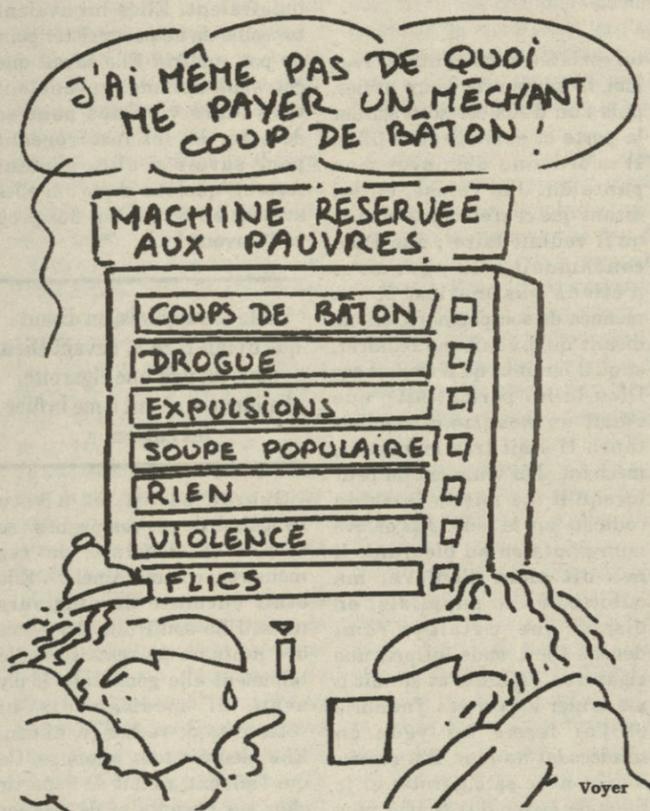
**J**E TRAVAILLE pour l'Etat de Virginie. Actuellement, la Virginie fait tout son possible pour réaliser des économies en réduisant les budgets publics, y compris ceux de l'enseignement supérieur. [...] En général, l'Etat essaie d'économiser des millions de dollars en rognant sur tous les secteurs. Ainsi, le gouverneur, James Allen, pourra proclamer qu'il a réussi à réduire les impôts de la « classe moyenne » (selon l'usage courant aux Etats-Unis, « classe moyenne » (1) désigne désormais quiconque a un emploi stable). Simultanément, James Allen s'est lancé dans un programme ambitieux de construction de prisons. Depuis que la Virginie, comme beaucoup d'autres Etats, a adopté une loi qu'on pourrait intituler « Au troisième coup, on te boucle », les prisons se remplissent de « délinquants » condamnés pour la troisième fois pour des activités inoffensives comme le vol à la tire ou la vente de petites quantités de marie-jeanne dans la rue. Comme cette politique conduit à remplir encore plus des prisons déjà pleines à craquer, le gouverneur doit emprunter 3,5 milliards de dollars pour construire des prisons nouvelles. Ainsi, tout en réduisant les budgets de tous les autres services publics ou institutions ou en les détruisant purement et simplement, l'Etat tire des traites sur un avenir dans lequel, en fait, tous ceux qui n'appartiennent pas à ladite « classe moyenne » se retrouveront vraisemblablement en prison, parfois pour la vie.

La Virginie est désormais assez représentative des Etats-Unis. Les élections sont passées, les républicains ont gagné et s'emploient à mettre en place leur programme ultra-conservateur. Du moins c'est ce que pensent les libéraux et la gauche. Mais le problème ne se réduit pas à une simple opposition républicains (extrême droite) contre démocrates (libéraux), mais plutôt à un glissement général vers la droite de l'ensemble démocrates-républi-

cains. Commençons par une donnée statistique essentielle. Lors des récentes élections, jugées rien moins qu'historiques par tous les grands pontes, seuls 39% des électeurs ont voté. Cela signifie que 61% de l'électorat s'est abstenu, étant parvenu à la conclusion (certes passive et de façon quelque peu incohérente) que voter ne servait à rien et n'offrait aucun choix réel. La plupart des 39% de votants ne s'intéressèrent que de loin au processus (malgré une publicité massive à

« ...les républicains ont gagné et s'emploient à mettre en place leur programme ultra-conservateur. »

la télévision et des interviews interminables aux « infos ») et votèrent généralement pour manifester leur agacement. Les 20-21% (de l'ensemble de l'électorat) qui votèrent « républicain » le firent pour protester contre l'« Etat tout puissant », la corruption... ; le noyau dur — composé surtout de Blancs de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière de la tranche d'âge 18-35 ans, mis dans un état de frénésie raciste par les invités des programmes de radios fascisants et les dirigeants fanatiques de la droite « chrétienne » — voulait agir contre les Noirs (accusés de profiter de l'aide sociale) et contre la criminalité (c'est-à-dire encore les Noirs). (D'ailleurs les expressions « aide sociale » et « criminalité » sont aujourd'hui devenues des noms de code à peine déguisés pour désigner les Noirs.) C'est ainsi que s'opère la mystification, quoique l'électorat soit tellement versatile qu'il puisse très bien rebasculer dans le camp démocrate d'ici un an ou deux. L'amnésie est le fond de commerce de la politique américaine. Les démocrates ont abandonné leurs bases traditionnelles (les minorités ethniques, les syndicats) et, comme



le Parti travailliste en Grande-Bretagne, ils ne cherchent qu'à prouver à la « classe moyenne » qu'ils sont les plus aptes à gouverner, c'est-à-dire qu'ils se situent aussi à droite dans leurs opinions et sont aussi draconiens dans les mesures promises que les républicains. (L'amnésie garantit aux républicains de pouvoir, sans craindre le ridicule, peindre Bill Clinton sous les traits d'un libéral alors que lui-même a commencé par être le chef d'une fraction du Parti démocrate qui s'était consacrée à modifier la politique traditionnelle du parti de façon telle que les démocrates soient impossible à distinguer des républicains.) En somme, républicains et démocrates demeurent pour l'essentiel bonnet blanc et blanc bonnet, ainsi que l'a admis, d'ailleurs, la majorité non votante.

Je me demande s'il y a grand chose de nouveau là-dedans, ou dans le fait que l'atmosphère aux Etats-Unis est plus glauque qu'elle n'a jamais été depuis cinquante ans. Qu'est-ce qui explique cette atmosphère nouvelle et, par certains aspects, effrayante ? Elle tient à la baisse accélérée des revenus réels, à l'insécurité croissante de tout emploi et de tout travail et à la disparition du secteur public de l'économie. A cet égard, la politique électorale et les manœuvres

des partis politiques ne font que représenter les nombreuses pathologies politiques et culturelles, où l'on accuse des boucs émissaires (les Noirs, les femmes, les homosexuels, les toxicomanes) de l'augmentation des déceptions et des difficultés subies par les gens (et surtout le noyau de l'électorat). Les vrais

« Les vrais problèmes ne sont quasiment jamais abordés, et quand ils le sont, les politiciens le font du coin des lèvres... »

problèmes ne sont quasiment jamais abordés, et quand ils le sont, les politiciens le font du coin des lèvres, nécessairement, puisqu'ils n'ont aucune solution à proposer.

Prenons l'exemple du grand pseudo-débat sur la santé. Le populo-conservateur Clinton avait choisi là un sujet authentiquement populaire. Se faire soigner est en effet devenu totalement inabordable. Un grand pourcentage des Américains n'a pas de couverture maladie, et ceux qui en ont une constatent qu'elle rétrécit comme peau de chagrin ou qu'une part toujours plus importante de leurs revenus doit

servir à payer leur assurance maladie. Au cours des dix dernières années, le secteur de la santé a été de plus en plus privatisé et les prestations offertes aux pauvres et aux vieux ont été rognées ou supprimées. La plupart des salariés a donc de bonnes raisons de s'inquiéter de sa couverture sociale. En s'emparant de ce problème, Clinton mettait le doigt sur un des grands sujets d'inquiétude qui taraudent les salariés. Mais le patronat réalise aujourd'hui des profits fabuleux sur les assurances maladies, sur la vente de médicaments et sur la gestion des hôpitaux (privatisés). La tentative de créer une sorte de système national de santé s'est donc heurtée à un mur de résistance de la part des puissants intérêts du patronat, habitué à des bénéfices exponentiels et à d'énormes subventions de la part de l'Etat (le niveau actuel des magouilles et de la corruption dépasse presque tout ce qu'on peut imaginer). Disons plutôt que le populo-conservateur Clinton n'était absolument pas en mesure de remettre en question le pouvoir du patronat (par exemple, en essayant d'instaurer un système de caisse unique, sur le modèle existant au Canada ou dans beaucoup de pays d'Europe occidentale). En fait, il n'a pas réussi à commencer à le modifier. Il n'a donc pas cessé de tergiverser et de faire des compromis, n'a rien fait pour obtenir un soutien populaire et toute l'affaire est partie en quenouille. Le patronat en a profité pour renforcer sa position, qui revient à disposer d'un blanc-seing pour faire main basse à sa guise sur l'épargne des salariés et sur les budgets publics d'aide sociale.

Je n'ai montré ici qu'un aspect d'une situation plus générale dans laquelle les grands groupes industriels s'efforcent de consolider le bloc ou l'axe (je choisis ce mot à dessein) Etats-Unis-Japon, afin de créer les meilleures conditions pour exploiter le marché du travail chinois, dominer les marchés du travail et de la consommation d'Amérique du Nord (l'ALENA) et conjurer les troubles actuels du Mexique (la révolte du Chiapas, véritable lueur d'espoir). ♦

DEREK COLUMBUS  
(Washington, janvier 1995)  
Texte transmis et traduit  
par Charles Reeve

(1) Middle class, expression qui traditionnellement désigne la bourgeoisie, par opposition à upper class, l'aristocratie et lower class, le peuple (NdT).

ALGÉRIE

# Ouarda, la sacrifiée

**Elles sont plus de 400 femmes à avoir été sacrifiées sur l'autel de « Dieu »... Celles qui ont échappé à l'enfer, nous ont parlé, ont témoigné... Ouassila Sisaber vous livre, ici, le témoignage de l'une de ces rescapées : Ouarda est une jeune fille âgée de 18 ans, enlevée devant son lycée par des terroristes, marquée au fer rouge, meurtrie dans sa chair, elle vous raconte.**

« **J**E SUIS ARRIVÉE et j'ai trouvé des femmes, des petites filles de 11-12 ans, je suis restée dans mon coin à attendre parce qu'ils m'ont dit de rester calme et de ne pas penser à faire un faux geste... J'étais terrorisée. Je me suis dit : "Mon Dieu, aujourd'hui, ça va être mon tour. Ils vont m'égorgé..." On m'a donné à manger, et ils se regardèrent... Ils étaient deux à monter la garde. Et à chaque fois qu'ils me disaient : "Alors, tu as fini de manger ?". Je répondais "non". Ce jour-là fut, je crois, mon plus long repas ; je me suis empiffrée pour retarder l'horreur. »

Ouarda avait du mal à parler, pleurait, se balançait, serrait fort ses cuisses. On s'arrête... Il faut la rassurer, lui dire tous les mots doux de son enfance. Lui dire combien il est important qu'elle raconte, pour les autres, pour nous toutes, pour que plus personne ne dise : « Je ne savais pas ». « Ils ont sorti les autres filles dehors, et deux

terroristes sont rentrés avec moi, toujours avec leurs armes, puis l'un d'eux est sorti garder la porte et surveiller les filles. Il m'ordonna d'enlever mon pantalon. J'ai refusé, en lui disant que ce n'était pas bien ce qu'il voulait faire ; que Dieu condamnait cela ; que nous n'étions pas mariés. Il me menaça de son poignard, en me disant qu'il allait me balafre, et qu'il ferait ce qu'il voulait car Dieu le lui permettait ; que c'était un *moudjahid* (combattant). Il était très menaçant, méchant. J'ai vraiment eu peur lorsqu'il me mit la lame du couteau sur la joue. J'ai enlevé mon pantalon en pleurant. Il m'a dit alors d'enlever ma culotte. Je le suppliais, en disant que c'était *H'rami* devant Dieu, mais lui prit une cigarette, l'alluma et se mit à me brûler les cuisses. J'ai hurlé et j'ai fermé les yeux en m'adossant au mur. Il a recommencé avec sa cigarette et je me suis évanouie. Je n'ai plus rien senti. Quand j'ai repris

conscience, j'étais par terre avec plein de sang. Je me suis mise à pleurer et je n'ai parlé à personne, même pas aux filles qui sont venues vers moi.

Depuis son arrivée dans cet enfer, Ouarda, par le biais de ses compagnes savait. Elle savait comment procédaient ces barbares. Comment ils brûlaient ces jeunes filles, les balafraient. Elles lui avaient conseillé de ne pas résister pour ne pas souffrir. Elle savait que ces sous-hommes revenaient vers leurs victimes pour se délecter en les interrogeant pour savoir si elles avaient ressenti quelque chose ; si elles avaient eu du plaisir. Jusqu'où va l'horreur !

**« Je le suppliais, en disant que c'était *H'rami* devant Dieu, mais lui prit une cigarette, l'alluma et se mit à me brûler les cuisses. »**

Ouarda savait, et a vécu l'angoisse de ses compagnes : se retrouver enceinte de ces monstres, comme Amel : « Elle était enceinte de plusieurs mois. Elle souffrait. Il y avait des nuits où on restait éveillé tellement elle gémissait. Il n'y avait ni médicaments ni vêtements de rechange, ni eau. Elle pleurait tout le temps. Ce qui l'affolait, c'était de repartir chez ses parents et de risquer d'être rejetée, reniée à cause de

sa grossesse », car, tout au long de leur séquestration, leurs bourreaux leur faisaient croire qu'ils allaient bientôt les libérer, et donc qu'elles n'avaient pas intérêt d'essayer de fuir. « Un soir, il y a eu une qui décida de fuir coûte que coûte. Cela faisait plusieurs mois qu'elle était là à cuisiner, laver et fermer les yeux chaque soir quand ils la prenaient au nom de "Dieu". Elle pleurait tout le temps, et elle pensait à sa mère, à sa famille, à leur "deshonneur". Nous avons tout essayé pour la dissuader, mais au milieu de la nuit, elle se leva et essaya de sortir. L'un des gardes, qui dormait avec nous, se leva, la saisit par les cheveux, fit de la lumière et l'abattit devant nous de deux balles dans la tête, comme une bête. On a eu juste le temps de boucher les oreilles des plus jeunes, pour qu'elles n'entendent pas les détonations. Puis ce fut l'affolement. On s'est toutes mises à trembler en pleurant. Certaines ont vraiment craqué cette nuit-là, surtout les plus petites. Ils ont jeté le cadavre dehors, et le matin ils l'ont mis dans un trou. »

Là-bas, Ouarda subira tout au long des semaines de sa séquestration de nombreux assauts bestiaux, ainsi que ses compagnes. Elle en garde de graves séquelles physiques et psychologiques. Au moment où elle fut retrouvée, par un

heureux hasard et grâce à la vigilance de villageois, qui avaient remarqué la présence insolite et délabrée de jeunes filles aux côtés d'un groupe de « jeunes » qui assuraient leur transfert vers un autre maquis d'enfer. Ouarda, comme toutes les autres, avait fortement maigri, était pouilleuse, sale, et les quelques vêtements qui lui restaient étaient en lambeaux. Elle avait utilisé une partie de ses vêtements comme bandes hygiéniques pour arrêter les hémorragies causées par les viols successifs. « Aucune de nous ne pouvait se laver. On avait droit qu'à très peu d'eau pour tous nos besoins et n'avions aucun vêtement de rechange ». Ouarda, comme des dizaines d'autres filles qui ont subi le même calvaire vit dans l'angoisse permanente de représailles à l'encontre de sa famille, et dans la peur d'un autre enlèvement pour la punir d'avoir parlé. Elle culpabilise à mort parce qu'elle pense qu'elle a « souillé » sa famille, à tel point qu'elle ne croit plus en son avenir.

Kidnappings, viols, tortures, assassinats, « deshonneur », fuites, exils, peur permanente de représailles, cauchemars, deuils, larmes, espoir et avenir brisés... voilà un échantillon de ce que promettent aux femmes et à leurs familles les soldats de la foi islamique, à moins de cinq ans du XXI<sup>e</sup> siècle. ♦

OUASSILA SISABER

## Un visa, une vie

**Manifestation nationale contre la politique française des visas  
Nantes, samedi 25 mars 1995, à partir de 15 heures**

### En Algérie, des personnes sont menacées de mort...

La population algérienne est l'otage de la violence des groupes armés islamistes et de la répression de l'Etat policier. Depuis trois ans, environ, 30 000 morts, plus d'un millier par semaine en 1994, victimes de la barbarie. Des milliers d'écoles détruites. Chanter, penser, informer, enseigner, étudier, se consacrer à la science, être une femme... devient passible de mort.

### ...et la France leur refuse l'asile

Nous soutenons les Algériennes et les Algériens, menacés dans leurs libertés fondamentales et dans leur vie, qui cherchent protection en France.

Contrairement à leurs déclarations humanitaires, les autorités françaises font tout, concrètement, pour dissuader et empêcher ces citoyens algériens de venir en France.

Les démarches pour faire parvenir en bonne et due forme une demande au Bureau des Visas algériens constituent un parcours du combattant, à l'issue duquel, échouent neuf demandeurs d'asile sur dix. Aujourd'hui, environ 1 200 demandes sont enregistrées chaque jour, et 120 visas seulement accordés. En 1989, avant les violences, la France délivrait 800 000 visas à des Algériens ; en 1994, elle en a délivré 100 000.

Le gouvernement français est ainsi directement responsable de la mort d'Algériennes et d'Algériens assassinés faute d'avoir obtenu un visa.

Parmi celles et ceux qui demandent l'asile politique, moins de 1,5% obtient le statut de réfugié (18 requêtes sur 2303, en 1994).

Cela s'appelle de la non assistance à personne en danger.

C'est insupportable. Nous exigeons :

— la simplification des démarches et l'accélération de la délivrance de visas qui permettent des aller-retour à ceux qui le souhaitent ;

— la justification motivée des refus de visas ;

— le droit à l'asile et la reconnaissance du statut de réfugié pour les Algériennes et les Algériens en danger, qui le demandent ;

— l'arrêt des tracasseries administratives pour les Franco-Algériens ;

— l'arrêt de toute expulsion vers l'Algérie ;

— les mêmes mesures d'accueil et de protection pour toutes les victimes de persécutions, d'où qu'elles viennent.

Toutes les personnes craignant des persécutions dans le monde ont droit à l'asile. La Convention de Genève l'impose et la constitution française prévoit que toute personne persécutée en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Nantes fut, il y a deux siècles, une plaque tournante du commerce des esclaves. C'est aujourd'hui la capitale française du contrôle des étrangers et des Français nés à l'étranger. On y trouve la sous-direction des naturalisations (ministère des Affaires sociales), le service central de l'état-civil des Français nés à l'étranger, le service de circulation des étrangers (ministère des Affaires étrangères), et en particulier le Bureau des Visas algériens.

**Organisations nantaises : ALESI, ASJ, ALFA, CIMADE, CSDA, GASPROM-ASTI, FSU, JCR, LCR, LO, MRAP, Mouvement des étudiants, Mouvement des citoyens, Pouvoir ouvrier, PS, SOS-Racisme, Les Verts.**

**Organisations nationales ou d'autres régions : FASTI, GISTI, Coup de Soleil, CERAAC, Sos-Racisme, MRAP, Citoyens solidaires (1).**

(1) Citoyens solidaires, 77, rue de Charonne, 75011 Paris. Tél. : 43.56.82.35. Fax : 43.56. 86. 24.

HÉLIO OITICICA ET LE TROPICALISME

# Pour un Brésil debout

**E**N FAIT, elle ne m'étonne guère, cette gêne mal dissimulée, cette loi du silence qui tentent de détourner de certains sujets tabous ceux qui, malencontreusement, s'y hasarderaient.

« J'ai toujours aimé ce qui était interdit », t'amusais-tu à dire, bravant l'écrasante moralité de ton pays.

« Moi aussi, ai-je envie de te répondre, même si je me retrouve écartée, censurée, pour avoir osé te tendre la main. »

Hélio Oiticica naît à Rio de Janeiro le 26 juillet 1937. Très tôt, son grand-père, José Oiticica, membre du groupe Action Directe, l'influence fortement dans la pensée libertaire. Son père, photographe et scientifique, le pousse vers les arts, tout en lui inculquant cet esprit de rigueur intellectuelle que l'artiste conservera toute sa vie.

Après avoir subi l'influence de Mondrian, de Malevitch et des Constructivistes, il découvre la *favela* (bidonville) de Mangueira en 1963 et devient alors premier danseur de son école de samba. Dès lors, l'univers de la *favela* devient la source d'inspiration de sa recherche future.

Après avoir vécu à New-York, de 1970 à 1978, il rentre au Brésil où il meurt subitement d'une hémorragie cérébrale, le 15 mars 1980, à l'âge de 43 ans.

Appartenant apparemment au langage des années 50-70 (objets, installations, maquettes, *happenings*, art corporel...), Hélio Oiticica reste, au grand affolement des critiques d'art, inclassable, non seulement par l'extraordinaire éclatement de son expres-

sion et par ses très rares apparitions dans les galeries (il refusait d'être un « artiste de musée »), mais aussi, et peut-être surtout, par sa position éthique, radicale et dérangeante : jamais Hélio Oiticica n'a pensé à l'art en termes de carrière, de profit économique, de statut social. Au contraire, c'est pour lui comme un délire jubilatoire particulier où le sens critique et la pertinence sont toujours présents.

« La marginalisation, qui existe déjà naturellement chez l'artiste, est devenue fondamentale pour moi : c'est la totale "absence de position sociale", en même temps que la découverte de la "position individuelle" en tant qu'homme dans le monde, en tant qu'être "social" à part entière et non pas en tant que membre d'une couche ou d'une "élite" déterminée, pas même celle de l'élite artistique marginale [...]. Ce qui importe ici est "l'acte total d'être" dont je fais l'expérience en moi — non pas des actes partiels, mais un "acte total de vie", irréversible, le "déséquilibre pour l'équilibre de l'être". » (Hélio Oiticica, *Aspiro ao Grande Labirinto*, Rio de Janeiro, Rocco, 1986.)

En avril 1967, Hélio Oiticica présente au musée d'Art moderne de Rio de Janeiro son environnement, *Tropicalia*. Pour lui, il s'agit aussi d'une « arrivée » touchant autant à la musique qu'à l'architecture, aux arts plastiques, théâtre, cinéma...

Dans un décor de bananeraies, de perroquets et de sable, se dressent les *Pénétrables*, constructions inspirées par l'architecture des *favelas*. Ainsi, l'artiste invite le Brésil à retrouver ses

racines primitives, métisses et décolonisées (par rapport à la culture officielle occidentale et blanche), qu'il n'aurait jamais dû abandonner. Durant toute l'exposition, dans le parc de Flamengo, naissent des *happenings* de poètes, de peintres mais aussi la participation des pauvres et des marginaux de la *favela* de Mangueira. Ils sont vêtus de *Parangolés* (sortes de capes créées par l'artiste) et arborent les phrases comme : « J'incarne la révolte », « Je suis possédé », « L'adversité nous fait vivre ». Imaginez l'audace d'une telle manifestation dans un pays d'Amérique latine dirigé par la dictature militaire (le coup d'Etat a eu lieu en 1964 et le Brésil n'est « démocratique » qu'en 1985) !

Mais très vite, *Tropicalia* devient Tropicalisme. Hélio en pressent le danger : « Et que voit-on maintenant ? Des bourgeois, de faux intellectuels, des crétiens de tout bord, en train de prêcher le Tropicalisme et Tropicalia (c'est devenu une mode !) — en train, en un mot, de transformer en produit de consommation quelque chose dont ils ne savent même pas exactement ce que c'est. » (Hélio Oiticica, 4 mars 1968, catalogue du Jeu de Paume, p. 124.)

Gilberto Gil et Caetano Veloso, déjà très connus à l'époque, s'inspirent de cette pensée tropicaliste émise par Hélio Oiticica et l'adaptent à la musique. Après avoir triomphé au festival MPB de Sao Paulo en octobre 1967 avec leurs chansons *Alegria*, *alegria* et *Domingo no parque*, ils intitulent en 1968 leur nouvel album *Tropicalia*. Ils rejoignent alors le cercle

d'amis d'Hélio et ce dernier intégrera très souvent leur musique dans ses œuvres.

Cependant, profitant de leur médiation, les chanteurs parviennent à établir le fait qu'ils sont à l'origine du Tropicalisme, « omettant » systématiquement la moindre allusion à Hélio Oiticica qu'ils connaissent pourtant très bien. Des livres sont publiés, consacrant les chanteurs comme créateurs du mouvement, et c'est peut-être pourquoi aujourd'hui, à part une très petite minorité connaissant le peintre, le fait est incontestable pour beaucoup.

Curieusement, en 1994, alors qu'une superbe rétrospective d'Hélio Oiticica parcourt le monde (nous avons pu la découvrir au Jeu de Paume en 1992), les deux comparses décident de fêter « La commémoration du Tropicalisme » ; ils produisent un deuxième album intitulé *Tropicalia 2*, à grand renfort de marketing. Que de coïncidences étranges apparaissent ! Ils reprennent les mêmes expressions et s'approprient une œuvre du peintre sans le citer, bien sûr. Là, pour le carnaval 1994 à Rio de Janeiro, nous les voyons défiler sur le plus haut char de l'école de samba de Mangueira (si chère à Hélio) et celle-ci les consacre créateurs du Tropicalisme. Ici, ils s'exhibent, toujours avec Mangueira, dans un show de paillettes et de plumes, *Brazilian musical extravagança*, le 1<sup>er</sup> juin 1994, à Londres, et j'en passe. Exhibition d'un Tropicalisme défiguré et définitivement coupé de ses racines sans, bien entendu, aucune référence à leur ami disparu, Hélio Oiticica !

Devant ce détournement éhonté, j'ai, depuis septembre 1993, axé ma recherche sur le Tropicalisme. Mais, au fur et à mesure, j'ai découvert avec stupéfaction l'étendue de la trahison.

Je multipliai alors actions, interventions radiophoniques et articles dans *Maira*, revue franco-brésilienne pour laquelle j'écrivais depuis 1992. Hélas, je me heurtai très souvent au silence, à l'incompréhension et à l'incroyable entêtement d'une majorité. Car il est interdit de toucher aux idoles, ne l'oublions pas !...

J'allais de découverte en découverte. En octobre 1994, j'appris que certains lecteurs avaient téléphoné à la direction de *Maira* pour faire stopper le débat. Vivant cela comme une atteinte à la liberté d'expression, je signifiai au directeur de la revue mon désir d'écrire une lettre ouverte. Sans grand enthousiasme, il en accepta l'idée ; mais l'article reçu, il m'obligea, par de multiples pressions dont je vous épargnerai les détails, à l'amputer d'une partie majeure destinée aux médias et aux lecteurs, car cela le gênait.

Enfin *Maira* sortit et la censure eut encore un autre visage : il y avait « Tribune libre » coiffant l'article (le marginalisant ainsi), de plus, des mots et phrases avaient été « érudés » sans me demander mon avis (cf. « Les larmes d'Eros », passages entre crochets). Pas mal pour une revue dite « alternative » !

Aujourd'hui, je publie l'article qui suit dans son intégralité. Merci au *Monde libertaire* de m'en offrir la possibilité. ♦

E. L.

## Les larmes d'Eros

« L'œil reviendra sur les lieux de ses trahisons. En congé séculaire de là où gèlent les larmes. Libre encore de les verser chaudes. »

Samuel Becket (*Mal vu, mal dit*)

L'homme est conditionné pour être plus à l'aise dans une prison, même s'il en déplore les méfaits, qu'au contact de la liberté. Car, à peine la perçoit-il, qu'il est pris de vertige. Si peu habitué à agir sans garde-fou, il perd pied et chavire, grisé par tant d'air pur. A son insu jouet de sociétés implacables, il réclame à cor et à cris l'« ordre » et se transforme en censeur au nom de la morale [et de la décence].

Depuis la nuit des temps, que d'écrivains ont été poursuivis, voire emprisonnés pour leurs livres, d'artistes pour leurs œuvres, de philosophes pour l'audace de leur pensée, laissant paraître le spectre hideux de la censure ou, plus perfide encore, de l'auto-censure !

Cette censure qui ne dit pas son nom est aujourd'hui constituée en grande partie par les mass médias, gardiennes du Pouvoir. Les journaux, la télévision, la radio, la publicité, les producteurs de spectacles et de disques façonnent l'opinion publique, lui dictant inlassablement ce qu'il faut penser et dire pour être « dans le ton ».

Vouloir casser certains tabous ou se questionner sur des personnages de la vie publique, pire, des stars érigées au rang d'« intouchables », est plus que jamais sacrilège.

Il y a deux mois environ, [la direction de] *Maira* m'informa que quelques lecteurs [lui avaient fait savoir qu'ils] ne supportaient plus de voir traiter la question d'Hélio Oiticica, créateur du Tropicalisme.

Aujourd'hui, je m'adresse à ces mécontents mais aussi aux autres lecteurs pour un droit à la réponse que je dis haut et fort.

Hélio [Oiticica] était avant tout un artiste hors du commun, vision-

naire, poète, supérieurement intelligent. La belle rétrospective du Jeu de Paume, pendant l'été 1992, fut pour moi une révélation aussi intense que l'amour qui me porta vers le Brésil.

Je débutai ma collaboration avec *Maira* en juillet 92 par la « Lettre à Hélio Oiticica ». Mais l'annonce de l'anniversaire du Tropicalisme dont Caetano et Gil se targuent d'être les auteurs, me poussa à entreprendre une recherche méticuleuse dès septembre 93, [faisant venir par fax du Brésil] des articles parus du vivant d'Hélio, consulter bibliographies, discographies et contemporains du mouvement sans oublier les écrits du peintre qui sont très clairs à ce sujet.

Au fur et à mesure de mes recherches, je découvris le subtil détournement historique et le flou, [voire le leurre,] entretenus sur la création du Tropicalisme. Ce fut donc avec une certaine amertume que je publiai en janvier 94 [dans *Maira*] le premier article sur la question suivi de deux autres, « La commémoration du Tropicalisme » à Londres (juillet 94) puis à Paris (septembre 94).

Je tiens à dire que ce n'est pas de bon cœur, ni pour « faire un scoop » que je soulevai ce problème. Ce fut même avec beaucoup de déception car j'avais toujours tenu en haute estime Caetano et Gil.

J'ai écrit ces articles car je me devais d'avertir les lecteurs et j'ajoute que je l'ai fait chaque fois qu'il se passait un événement nouveau, une manifestation nouvelle. Aucune de mes idées n'a été émise sans référence de date, de faits historiques précis et facilement vérifiables.

Je remercie les personnes qui m'ont aidée et m'aident encore, en particulier certains Brésiliens qui n'ont pas hésité, au risque de voir ternir l'image précieuse qu'ils avaient de Caetano et Gil.

[Mais] hélas, j'ai aussi rencontré beaucoup de portes fermées, de remarques désobligeantes [car, d'une part je parlais d'Hélio Oiticica, incroyablement jalouse malgré sa reconnaissance dans l'art contemporain international, d'autre part parce que deux idoles vénérées étaient en cause].

En voici quelques exemples : un peintre, d'un certain renom, pesta : « Oiticica ? Ce n'était qu'un marginal ! ». « On s'en fout de la paternité du Tropicalisme », s'écria une autre, tandis qu'un troisième s'emportait, ne voulant rien entendre lorsque je lui énonçai certains des faits historiques.

Pour couronner le tout, des médias franco-brésiliens évitèrent d'en parler même si, devant un tel problème, c'eût été leur rôle. Qui aurait cru, enfin, que quelques lecteurs iraient jusqu'à téléphoner à *Maira* pour faire stopper le débat, se joignant ainsi à la meute ?

Cependant, je souligne qu'aujourd'hui, [n'en déplaise à certains], ma recherche continue, riche de toutes ces expériences. Alors, si vous avez quelque chose de concret, des témoignages sur le sujet (que vous soyez pour ou contre), pourquoi ne pas me le faire savoir directement ?

Beaucoup comprendront que ce combat va bien plus loin que la question d'Oiticica et du Tropicalisme. Tous ceux qui savent au fond de leur conscience que la vérité, tôt ou tard, éclate toujours au grand jour.

Quant aux autres, gardiens du nouvel ordre moral, je leur dirais tout simplement : « Mesdames et Messieurs les censeurs, à quand l'autodafé ? » ♦

EVA LOUZON  
(35, rue des Archives, 75004 Paris)

LA SITUATION DES FEMMES DANS LE MONDE

# Au secours !

**A** L'OCCASION DU 8 MARS, journée internationale des femmes, écrans, micros, colonnes de journaux nous sont entrouverts. Chouette ! Mais ainsi que l'écrivait Nelly Roussel dans le *Journal des Femmes*, en 1920 : « Ce n'est pas la charité que nous demandons, c'est la justice... »

Après le sommet mondial sur le développement social de mars, à Copenhague, se tiendra la conférence internationale de l'ONU sur les femmes à Pékin, en septembre prochain. Au-delà du catalogue des violences et des discriminations dont sont victimes les femmes, au-delà de l'énumération des vœux pieux pour que cela change, quels moyens seront réellement débloqués ? Rappelons que les résolutions du sommet de Rio sur l'environnement sont restées lettres mortes.

Pour mieux comprendre l'immense misère des femmes, conséquence de l'apartheid fondé sur le sexe, voici quelques rappels.

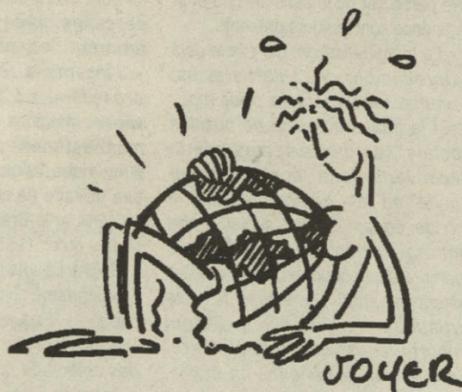
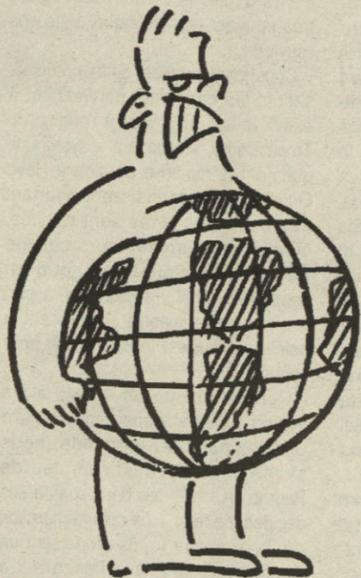
Dans le monde, 70% des pauvres, 66% des analphabètes sont des femmes. Sur la planète, l'ensemble des femmes effectuent les deux tiers des heures de travail, payées et non payées, et ne reçoivent que 10% de la totalité des revenus et ne possèdent que 1% des terres.

Le rapport de l'ONU sur le développement humain de 1994 a établi que dans les pays industrialisés, la discrimination sexuelle se traduit généralement sur le plan de l'emploi et des rémunérations ; les femmes n'ont accès qu'aux deux tiers des possibilités d'emploi et ne reçoivent qu'environ la moitié de la rémunération des hommes.

Dans les pays « en développement », la discrimination est plus étendue. Elle se manifeste dans l'emploi mais aussi dans l'éducation, dans les soins de santé et dans le soutien institutionnel.

Dans toutes les sociétés, sauf aux Etats-Unis, les femmes ne détiennent que 1% des postes de direction les plus élevés. Selon une étude, il leur faudrait 475 ans pour être à égalité avec les hommes. Libéralisme, militarisation, mondialisation, urbanisation, chômage, surpopulation sont autant d'obstacles au développement. Depuis 1990, 82 conflits armés ont éclaté. Au début du siècle, 90% des victimes de guerre étaient des militaires, aujourd'hui les civils représentent 90% des pertes en vies humaines. Une personne sur 115 est migrante ou réfugiée. 20 millions de personnes ont quitté leur pays d'origine, 26 millions sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les camps de réfugiés abritent des femmes et des enfants à raison de 80%.

Les dépenses militaires détournent l'argent nécessaire à la santé, à l'éducation et aux services sociaux. On constate un lien direct entre la montée de la militarisation et le redoublement de violences de tout



ordre à l'égard des femmes.

« L'idéologie machiste qui définit la place des femmes à la maison et inculque à travers les mass media une vue des femmes comme faibles, corruptrices et corruptibles » est renforcée (DAWN, 1985).

Dans les pays en développement, 130 millions d'enfants, dont les deux tiers de filles, n'ont pas accès à l'instruction primaire. Sur 500 millions d'enfants inscrits en primaire, 100 millions, dont les deux tiers de filles, quittent l'école avant la fin de leur scolarité.

L'Assemblée générale des nations unies a proclamé 1994, année internationale de la famille, avec pour devise : « Construire la plus petite démocratie au cœur de la société ».

Mais la famille, unité de base de la société dans tous les pays, peut être le lieu de toutes les violences avec sa structure hiérarchique et inégalitaire. Elle imprègne comme modèle de base toutes les structures sociales et politiques.

Sans égalité entre les sexes, il ne saurait y avoir de « démocratie au cœur de la société ». Mais la démocratie, elle-même, a ses limites : la raison d'Etat...

A la conférence de l'ONU sur la population et le développement, au Caire, on a souligné que l'enjeu politique fondamental était celui du droit des femmes, celui en particulier de contrôler leur fécondité. Comment est-ce possible ?

« Quand les femmes sont monnaie d'échange, qu'elles sont vendues et prostituées, négociées en échange d'une dot. Quand on estime à 120 millions les femmes dont le sexe est mutilé » (1). Quand, dans de nombreux pays, la religion fait loi, quand les lois et coutumes discriminatoires en font des mineures à vie, enfermées et ignorantes de leurs droits. Quand elles ne sont valorisées et soit-disant protégées que par le nombre d'enfants qu'elles mettent au monde. Quand, dans tous les actes importants de leur vie, elles

sont soumises à l'autorisation du mari (par exemple pour la contraception). Quand polygamie et répudiation sont autorisées.

Sur toute la planète, les femmes sont victimes de violences souvent non dénoncées. En Asie du Sud, en Chine, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord, il aurait dû naître 100 millions de femmes de plus s'il n'y avait eu les infanticides et les négligences dont sont victimes les petites filles, s'il n'y avait eu les avortements sélectifs basés sur le sexe.

Chaque année, 500 000 femmes meurent en couche, faute de soins, sans compter les avortements clandestins, cause majeure de la mortalité maternelle.

En Inde, il y aurait entre 5 000 et 9 000 morts d'épouses, suite aux différents sur le paiement de la dot.

En Chine, à l'occasion du recensement général de 1990, on a retrouvé, dans la seule province du Shantong, 13 958 femmes qui avaient été achetées et vendues, ces délits s'accompagnant de violences inouïes, tant sexuelles que physiques ou psychiques.

Dans les pays en développement, une épouse sur trois serait battue. Et au niveau mondial, une femme sur 2 000 serait victime d'un viol. En Afrique du Sud, un viol est commis toutes les six minutes. Aux Etats-Unis, un viol est commis toutes les sept minutes. L'association médicale américaine recense près de quatre millions de femmes victimes, chaque année, de la violence de leur mari ou concubin (en Europe, le chiffre est identique). Toujours aux Etats-Unis, la violence domestique représente 30% des meurtres annuels de femmes. A titre de comparaison, la guerre du Golfe a coûté la vie à 231 soldats US et, la même année, 1 000 femmes sont mortes de violences conjugales. Il y aurait environ 500 000 enfants prostitués dans les centres de tourisme sexuel

en Thaïlande, au Sri Lanka et aux Philippines.

Au Brésil, 25 000 fillettes âgées de dix à quatorze ans se prostituent dans les bordels installés aux alentours des mines d'or amazoniennes. Vendues aux enchères (400 dollars si elles sont vierges), mises au rebut à dix-huit ans, elles meurent de malaria ou de maladies vénériennes dans l'indifférence générale.

Au niveau mondial, les pères passent, en moyenne, moins d'une heure par jour seuls avec leurs enfants ; six minutes à Hong-Kong. Aux Etats-Unis, seulement quatre pères sur un échantillon de 3 600 couples couverts par une étude, prennent soin de leurs enfants à temps complet. Aujourd'hui, entre un quart et un tiers des foyers du monde entier sont dirigés par une seule personne, qui est une femme dans 90% des cas.

Je terminerai ce rapide tour de la planète par la France, patrie des droits de l'« homme » ! Dans l'Hexagone, une femme sur sept est victime de mauvais traitements dans le couple. En 1991, l'association Viol-Femmes-Information a reçu 1073 appels concernant des viols et abus sexuels. Sur les 1 073 appels, 358 concernaient des viols par inceste. Seulement 23,57% des victimes ont porté plainte. En 1992,

5 356 viols ont été déclarés à la police judiciaire ou à la gendarmerie. Un procès d'assises sur cinq concernait des viols par inceste. En 1993, on a compté 77 homicides dus à des violences conjugales, 79 tentatives d'homicides, 21 coups et blessures ayant entraîné la mort.

« L'affranchissement des femmes est essentiel pour assurer l'avenir de l'humanité. » Cette phrase est tirée du document préparatoire au sommet mondial pour le développement social de Copenhague (mars 1995). S'agit-il de cynisme ? Tous les sommets mondiaux sont organisés par l'ONU, émanation des grandes puissances, responsables du nouveau désordre mondial. S'agit-il d'une piste pour sortir de l'impasse patriarco-capitaliste ? Au secours, les femmes ! S'agit-il d'un début de prise de conscience, grâce au travail inlassable des femmes, des féministes, des ONG ?

Comment imaginer qu'il y ait une réelle volonté d'affranchir les femmes quand le 31 janvier 1995, le Conseil de l'Europe a donné suite à la proposition française qui consiste à reconnaître à des « minorités dites nationales » le droit de préserver leur identité culturelle, religieuse et leurs coutumes (exemple, la polygamie, l'excision, le voile...) (1). C'est la reconnaissance du droit à la différence qui conduit à la différence des droits. Où est la justice ? Où est l'égalité ? A quand une reconnaissance officielle des mouvements de libération des femmes dans le monde ? ♦

NELLY TRUMEL

(1) Cf. article de Christian Jelen, *le Point* du 18 janvier 1995 et éditorial de Jean Daniel, *le Nouvel Observateur* du 25 février 1995.

Sources :

— Marie Pas Claire n° 3, décembre 1993 ;  
— Projets féministes n° 2, avril 1993 et n° 3, octobre 1994 ;  
— Andrée Michel, « Le Patriarcat, système planétaire » in *Le Féminisme et ses enjeux*, Edilig ;  
— Femmes contre vents et marées n° 9, janvier 1995 ;  
— Libération, 2 mars 1995 ;  
— Projet de programme et d'Action pour le sommet mondial pour le développement social de Copenhague, de mars 1995.

## SOMMAIRE

Page 1 : L'arbre effeuillé est l'amant des cyclones (suite p. 2), Lyon : Contre le Front national... (suite p. 3).

Page 2 : Parutions, L'arbre effeuillé est l'amant des cyclones (suite de la « une »), Brève toulonnaise.

Page 3 : Lyon : Contre le Front national... (suite de la « une »), Associations, Rendez-vous, Brèves (Saint-Ouen, Paris).

Page 4 : Un carnaval en rouge et noir, A la petite semaine : Sur le mode boursier, « Le Quotidien de Paris ».

Page 5 : Etats-Unis : Républicains et démocrates : les deux facettes du populisme-conservatisme.

Page 6 : Algérie : Ouarda... la sacrifiée, Un visa... une vie.

Page 7 : Hélio Oiticica et le Tropicalisme.

Page 8 : Au secours !